

Nous allons réduire le déficit et nous allons créer des emplois au Canada et relancer notre économie.

Observons ces joueurs qui spéculent dans le monde entier, mais contentons-nous de les observer. Nous devrions laisser la spéculation aux professionnels. Laissons-les gagner ou perdre. Ne nous en mêlons pas, car nous ne sommes pas assez forts. Voilà mon conseil.

Ce budget est un bon budget. Il est aussi bon que nous pouvions l'espérer. Je souhaite seulement que, pour l'amour du ciel, nous ne retombions pas dans les mêmes ornières parce que nous n'aurons pas tenu compte de ce qui est écrit en petits caractères. Je tiens à féliciter le ministre des Finances d'endurer patiemment ce qu'il a à endurer jour après jour. Un budget de vie et de mort! Bon Dieu, c'est seulement une étape vers la sortie d'un affreux pétrin! Nous en sortons lentement. Allons-y étape par étape et, comme disait Tommy Douglas: «Nous allons trouver notre Jérusalem plus tôt que nous le croyons».

M. Orlikow: Monsieur le Président, je voudrais poser deux questions au député. Lorsqu'il a parlé ce matin, il a cité, en l'approuvant, ce qu'il appelle le journal le plus prestigieux des États-Unis, *The Public Interest*. Je suis d'accord avec lui, c'est le plus prestigieux journal du néo-conservatisme aux États-Unis. Le député a cité des passages où le journal approuvait les tentatives du gouvernement conservateur pour réduire le budget. Le député ne sait-il pas que l'idole de ce magazine, le président Reagan, aura en huit ans de pouvoir doublé la dette de la nation américaine? Dans les 200 ans précédant la venue de M. Reagan à la présidence des États-Unis, la dette accumulée avait atteint 1 billion de dollars. Huit ans plus tard, en 1988, lorsque le président partira, la dette publique sera de 2 billions de dollars. Ce magazine n'est-il pas en train de nous dire: «Faites ce que nous disons, pas ce que nous faisons»?

Le député disait que dans ce monde qui est le nôtre les entreprises et les gouvernements devaient prendre des risques. Le député ne convient-il pas que les plus grands joueurs du Canada sont les agriculteurs? Ilsensemencent leurs champs, les protègent contre les insectes, surveillent le temps, ajoutent de l'engrais et éventuellement font leurs récoltes et espèrent en obtenir un prix qui sera au moins égal à leurs coûts. Comment nos agriculteurs sont-ils censés rivaliser avec nos supposés bons amis qui doivent devenir nos partenaires de libre-échange, alors que le gouvernement des États-Unis subventionne la vente de blé à l'exportation? Chaque boisseau vendu à l'exportation donne droit à une subvention de \$3.50. Comment les agriculteurs canadiens peuvent-ils rivaliser avec nos supposés amis américains?

● (1520)

M. Hamilton: Monsieur le Président, le député m'a posé deux questions. L'une avait trait à ce que le député a appelé la théorie économique de Reagan. Cette désignation était erronée. La théorie économique qu'il a décrite et qu'appuient les néo-conservateurs est la théorie économique du Canada. Elle a l'appui de gens comme le ministre des Finances actuel et c'est pour cela que les néo-conservateurs l'ont appuyée. Qui a lancé cette théorie?

Avant de décider ce qu'il convient de faire, il faut faire une analyse quantitative des chiffres. Examinons d'abord le budget Kennedy de 1963 et le budget Reagan de 1983 et les recettes

Le budget—L'hon. A. Hamilton

produites par la réduction des impôts. Personne n'en parle dans les journaux du Canada. Les journalistes canadiens jugent que ce n'est pas une nouvelle. La politique économique en question diffère de celle à laquelle nous sommes habitués, c'est-à-dire la théorie keynésienne qui dit que la seule façon d'arriver à quelque chose est de dépenser de l'argent. Le député lit beaucoup. Je lui demanderais d'examiner tous les journaux du Canada et de nommer un seul journal ou une seule revue qui a déjà dit combien d'argent a été produit par le budget Kennedy en 1963. Je n'ai rien vu à ce sujet dans aucun journal et pourtant je lis tout autant que le député. Je ne fais que signaler que la philosophie de l'analyse quantitative a été introduite au Canada par un certain Mundell. Il est allé s'établir à Chicago et il a tenté d'entrer à la Maison Blanche. Je suis persuadé que tous les partis se sont entretenus avec lui. Nous sommes tous au courant, mais nous n'osons pas en parler, car cela irait à l'encontre de l'opinion exprimée par le député, selon laquelle il suffit de se baser sur l'analyse quantitative et de résoudre tous nos problèmes à coup de dollars.

La seconde question du député concernait les agriculteurs. Ce sont des joueurs. Ils parient sur les conditions météorologiques, le prix des denrées et d'autres choses. Cependant, je tiens à préciser que les agriculteurs savent qu'ils sont des joueurs et ils s'assurent contre les mauvaises conditions météorologiques. Nous leur offrons à l'heure actuelle une assurance permettant de stabiliser leurs revenus, pour laquelle ils paient. La question des prix les inquiète. Ils entendent parler dans la presse du merveilleux prix cible offert aux Américains. Les agriculteurs savent pertinemment que les encouragements en question font tomber les agriculteurs américains dans un piège où ils étaient il y a des années, en leur faisant abandonner la production en retour d'un prix cible. Si l'agriculteur américain veut se faire égorger par une philosophie vieille de 25 ans, ça le regarde; cependant, pour ce qui est du Canada, nous ne voulons pas humilier les céréaliers des États-Unis, mais leur offrir plutôt de vendre leur grain pour eux. Si la politique de Washington consiste à laisser l'entreprise privée et les marchés de Kansas City et de Chicago vendre leur grain, il ne sera pas vendu. On a également mis en œuvre une merveilleuse politique d'encouragement en vertu de la loi publique n° 480, et tous les autres pays ont réclamé le même traitement. Nous avons découvert, à l'instar des agriculteurs américains, les résultats de cette ingérence gouvernementale sur les marchés mondiaux et ce qui se produit lorsqu'on ne cherche pas à vendre soi-même son grain.

Je voudrais consacrer quelques minutes à cette question car elle est importante. Quand j'ai entrepris les négociations avec les Chinois en 1961, et je savais qu'un gros contrat de vente devait être conclu sous peu, j'ai été voir le président des États-Unis ici même à Ottawa, puis à Washington, et lui ai dit que nous céderions aux Américains la moitié de nos ventes s'ils s'abstenaient d'envoyer des troupes au Vietnam et entreprenaient plutôt de négocier avec les Chinois. Je lui ai également signalé que les Américains devraient comprendre qu'ils avaient beaucoup de choses en commun avec les Chinois, et notamment un ennemi commun, et le président Kennedy en a convenu avec moi. Tous ces entretiens figurent dans les archives du congrès des États-Unis.